

HAÏTI

On the Horizon



5e édition • mars-août 2025

DERNIÈRES TENDANCES

La violence des gangs est restée endémique dans la capitale Port-au-Prince et au-delà, malgré les efforts de la mission multinationale de sécurité menée par le Kenya et de la police haïtienne pour contrer la menace. Les Etats-Unis ont annoncé un gel partiel des fonds alloués à la mission, soulevant des inquiétudes quant à son avenir. Parallèlement, les tensions au sein du Conseil présidentiel de transition ont persisté, tandis que les discussions concernant la tenue d'élections fin 2025 se sont intensifiées.

À SURVEILLER



A QUOI FAUT-IL VEILLER DANS LES SEMAINES ET LES MOIS À VENIR

1. Les gangs pourraient lancer de nouvelles offensives, resserrant leur emprise sur Haïti

Les assauts coordonnés des gangs pourraient s'intensifier en raison de l'incertitude liée à l'aide américaine. Les gangs pourraient notamment assiéger les quelques quartiers de Port-au-Prince qui ne sont pas encore sous leur contrôle, comme Pétion-Ville.

Les gangs chercheront également à consolider leur contrôle sur les routes stratégiques du pays, notamment la route nationale 1, la route nationale 2 et la route nationale 8.

Davantage de civils pourraient créer des brigades communautaires pour faire face aux groupes criminels.

A SURVEILLER : Les efforts des gangs pour exploiter le climat politique délétère ; les foyers de violence, notamment à Port-au-Prince, dans le département de l'Artibonite et dans les communes de Kenscoff, Ganther, Gressier, Arcahaie, Cabaret, Saut-d'Eau et Mirebalais.

Conséquences possibles

Les tentatives des gangs d'assiéger les zones de Port-au-Prince qui échappent encore à leur contrôle pourraient à nouveau paralyser la capitale, comme ce fut le cas début 2024. Ailleurs, de nouveaux gains territoriaux permettraient à ces groupes d'accroître leurs activités d'extorsion et de trafic de drogue.

La prolifération de groupes d'autodéfense lourdement armés visant à contrer les gangs fait craindre de voir le pays basculer dans une guerre civile encore plus violente, qui pourrait aggraver la crise humanitaire et déclencher un nouvel exode de populations, notamment vers la République dominicaine et les Etats-Unis.

2. A court de fonds, l'appareil sécuritaire peinera à juguler la violence

La police haïtienne restera tributaire de la mission menée par le Kenya pour endiguer la hausse de la violence. Mais la mission, qui compte actuellement un millier d'officiers, aura du mal à atteindre sa pleine

capacité de 2 500 policiers sans une aide supplémentaire de l'étranger, d'autant plus que le soutien des Etats-Unis est remis en question.

Il reste à savoir si les Etats-Unis, qui ont exhorté les autres pays à accroître leurs financements pour la mission, approuveront la proposition du secrétaire général de l'ONU de fournir une assistance supplémentaire via la création d'un bureau logistique de l'ONU, ou s'ils envisageront d'autres options, comme la mise en place d'une opération de maintien de la paix à part entière.

A SURVEILLER : Les débats consacrés à Haïti et à la mission au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ; le financement international et les autres formes de soutien à Haïti, y compris de la part des Etats-Unis.

Conséquences possibles

Tout échec dans la lutte contre l'emprise croissante des gangs pourrait saper le peu d'espoir que les civils placent encore dans les forces de sécurité, poussant davantage de personnes à s'enrôler dans un groupe d'autodéfense ou à fuir leur domicile. Cela pourrait également dissuader les gouvernements étrangers de soutenir Haïti, en particulier si d'autres membres du personnel international étaient tués ou blessés.

3. Le gouvernement de transition pourrait s'effondrer ou être renversé

Les tensions entre les membres du Conseil présidentiel et les groupes politiques qu'ils représentent, ainsi que les allégations de corruption à l'encontre de trois conseillers, continueront à saper la crédibilité et le bon fonctionnement du Conseil.

Les gangs pourraient tirer parti de l'instabilité politique pour étendre leur influence et/ou tenter de renverser le gouvernement.

La coalition de gangs Viv Ansanm pourrait intensifier ses efforts en vue de créer un nouveau parti politique, ce qui exacerberait les tensions politiques.

Le gouvernement de transition semble déterminé à organiser un référendum constitutionnel, actuellement prévu en juillet, puis des élections en novembre, bien que le pays soit loin d'être prêt pour ces échéances.

A SURVEILLER : La situation politique aux alentours du 3 avril – qui marquera le premier anniversaire de la signature de l'accord politique qui a jeté les bases du gouvernement de transition ; la violence des gangs contre le gouvernement ; le référendum constitutionnel ; les préparatifs en vue des élections générales.

Conséquences possibles

Le Conseil pourrait s'effondrer si les luttes partisans persistaient, prolongeant ainsi les blocages politiques et entravant encore davantage les préparatifs électoraux ainsi que les efforts visant à rétablir la sécurité.

Si des élections étaient organisées sans que les conditions nécessaires soient réunies, les gangs auraient d'autant plus d'influence sur l'issue du vote, ce qui renforcerait leur pouvoir et risquerait de déclencher une crise post-électorale.

ON THE HORIZON MARS-AOUT 2025 offre un aperçu des crises et des conflits qui risquent de s'intensifier au cours des trois à six prochains mois dans un format clair et accessible, identifiant les éléments déclencheurs d'une éventuelle escalade, les dates clés à garder à l'esprit et le comportement éventuel des acteurs, afin de soutenir les efforts de prévention des conflits au niveau mondial.

MÉTHODOLOGIE L'information ci-dessus s'appuie sur notre bulletin de suivi des conflits, CrisisWatch, et les analyses qualitatives des analystes de Crisis Group qui sont basés dans ou près de zones de conflits. Ce document doit être lu en complément de nos rapports pays et régions, ainsi que de nos outils d'alerte précoce, tous disponibles sur le site [crisisgroup.org](https://www.crisisgroup.org).